



EN LIBYE ET EN COTE D'IVOIRE EN NOTRE NOM, ON ASSASSINE !

Ces dernières semaines, Nicolas Sarkozy, s'appuyant sur sa prétendue légitimité présidentielle, a engagé militairement la France, déjà embourbée en Afghanistan, en Libye et en Côte d'Ivoire. Les crises qui secouent ces pays ont des origines immédiates différentes mais cette utilisation de la force, d'une brutalité sans précédent dans la dernière période, inconnue des plus jeunes d'entre nous, est marquée par le choix délibéré d'un camp dans des contextes de guerre civile. Cela viole ainsi un droit fondamental : celui des peuples à disposer d'eux mêmes. Et cela au nom du Peuple Français ! C'est insupportable et intolérable ! Il ne suffit pas d'appeler à s'indigner, il nous faut nous révolter !

« *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* » disait Jaurès. Lorsque des gouvernements au service du Capital perçoivent la possibilité de mettre la main sur des matières premières (sur le pétrole en Libye) ou de conserver des positions de domination (dans d'anciennes colonies comme en Côte d'Ivoire), ils interviennent avec leur potentiel militaire démesuré et mettent à jour la dimension agressive, violente et inhumaine de ce système. Cela porte un nom : l'Impérialisme.

Les soulèvements populaires dans le monde arabe, ayant comme bases des revendications de justice sociale, ont créé un immense espoir parmi tous les exploités et opprimés du monde. Pour stopper la contagion, les serviteurs des empires capitalistes tentent de museler les aspirations d'émancipation en semant la mort et la terreur au nom de la protection des populations. Diviser pour mieux régner, tel est le véritable objectif des forces coalisées en Libye et de l'armée française, seule, en Côte d'Ivoire. Les interventions militaires veulent détruire les potentiels révolutionnaires qu'ont manifestés le peuple sahraoui en novembre 2010, suivis par les manifestations des peuples tunisien et égyptien.

En Libye, le mouvement populaire, moins ancré socialement qu'en Tunisie ou en Egypte, s'est rapidement trouvé face à une tentative de dévoiement du but initial. Les rivalités tribales, ancestrales, ont permis l'émergence d'un « Conseil National de Transition », présidé par Moustapha Abdeljalil, ancien ministre de la Justice de Kadhafi, et dont le chef militaire est Idris Laga. Ces deux individus sont les acteurs principaux dans l'affaire des infirmières bulgares. Pour les gouvernements occidentaux, ce sont désormais des démocrates aptes à remplacer Kadhafi, alors qu'ils l'ont servi sans scrupules jusqu'ici ! **Plus question des aspirations sociales et démocratiques du peuple libyen !**

En Côte d'Ivoire, c'est la colonisation qui a créé les frontières d'aujourd'hui sans tenir compte des réalités historiques et des siècles de traites des esclaves. L'indépendance a été longtemps confisquée par Houphouët-Boigny, allié des différents gouvernements français. Laurent Gbagbo, affirmant initialement sa volonté de rompre avec ce système et de construire le socialisme dans son pays, a trahi cet idéal. Les élections de 2010 ont manifestement été manipulées par tous les camps. La logique de véritables démocrates aurait dû être de pousser à une nouvelle consultation, sous contrôle des seuls Africains. Le gouvernement français, aux ordres des trusts capitalistes voulant perpétuer leur pillage, a choisi une autre voie en imposant un nouveau pouvoir, qui servira leurs intérêts, comme ceux de Bolloré ou de Bouygues que Gbagbo avait favorisé jusqu'ici. Lié aux multinationales spéculant sur le cacao, Ouattara a aussi fait ses preuves au FMI. Il fera l'affaire. Les massacres perpétrés par ses mercenaires libériens deviennent alors secondaires, comme la défense des populations civiles pourtant présentée comme la raison initiale des interventions militaires. **Plus question des aspirations sociales et démocratiques du peuple Ivoirien !**

En Libye et en Côte d'Ivoire, comme en Afghanistan, l'armée française bombarde et tue, en notre nom.

Elu Président de la République, dans le cadre d'institutions antidémocratiques, Nicolas Sarkozy prétend avoir tous les droits, y compris dans le domaine international. Le pouvoir exécutif ne prend même plus la peine de consulter le Parlement sur les deux derniers engagements de la France dans des conflits armés. Le consensus avec le PS est total en Libye et les critiques pour le moins timides sur la Côte d'Ivoire.

Les institutions françaises, en particulier le rôle central donné au Président de la République, ont déjà démontré leur caractère nocif sur le plan national. Les dénis commis au sujet du traité européen, rejeté par le peuple en 2005 et néanmoins imposé avec l'abstention bienveillante du PS ou la régression sur les retraites fin 2010 votée malgré le rejet de plus de 70% des français, sont les principales illustrations des forfaitures permises par notre système qui se prétend démocratique.

Les guerres déclenchées en Libye et en Côte d'Ivoire, conduisant à des milliers de morts, illustrent un aspect nouveau de la nocivité des institutions françaises qui nécessite que tous ceux épris de justice et de progrès social prennent conscience que l'élection présidentielle ne peut plus, ne doit plus, être la pierre angulaire de l'expression du peuple français. Un système où il n'est **plus question des aspirations sociales et démocratiques du peuple français !**

Nocives en France, nos institutions s'avèrent meurtrières en Afrique, comme en Afghanistan, car elles fournissent une légitimité pour justifier des tueries au nom du peuple français.

Nous dénonçons le locataire actuel de l'Elysée qui n'a jamais eu mandat du peuple pour engager le France dans ces guerres coloniales meurtrières et coûteuses. Qu'il s'en aille dès maintenant, sans attendre le faux verdict de 2012, et qu'il soit jugé pour tous ces actes de forfaiture en France comme dans le monde !

Plus fondamentalement, il est nécessaire que les militants aspirant à une autre société, débarrassée des rapports de domination du capitalisme, s'organisent et agissent pour changer ces institutions qui ont permis des crimes perpétrés en notre nom, au nom du Peuple Français !

Toute notre solidarité est acquise aux peuples ivoirien, libyen et afghan, pris en otage par les intérêts capitalistes. Le meilleur moyen de concrétiser cette solidarité est d'organiser immédiatement des manifestations de rue avec toutes les forces disponibles, de construire des luttes revendicatives porteuses d'émancipation et de solidarité internationale et de travailler à en finir en France avec un système institutionnel antidémocratique.

Dans l'immédiat, nous exigeons :

- **L'arrêt des bombardements en Libye, en Côte d'Ivoire et en Afghanistan, le retrait des forces françaises et la fermeture de toutes les bases hors du territoire national**
- **Le retrait de la France de l'OTAN**
- **L'application des résolutions de l'ONU concernant l'occupation Israélienne en Palestine**

Le 11 avril 2011

**Pour nous contacter : contact@rougesvifs.org
Tous nos textes depuis 1999 sont sur notre site web :
<http://www.rougesvifs.org>**